

ÉTABLIR DES LIMITES

Les cinq pays riverains de l'océan Arctique revendiquent chacun un « plateau continental étendu » – des fonds marins au-delà de leur zone économique exclusive (ZEE) – pour obtenir des droits sur les ressources de ces fonds. Ils devront régler d'importants chevauchements, notamment autour du pôle Nord et de la dorsale de Lomonossov. Seules une ou deux zones du fond marin resteraient alors ouvertes au reste du monde.

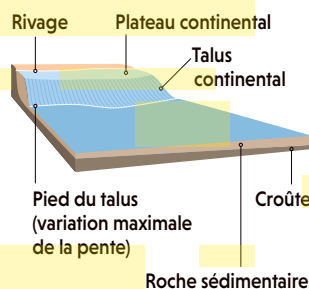
-  Zone économique exclusive ou ZEE (200 milles marins)
-  Requête effectuée pour étendre le territoire
-  Requête anticipée d'après des estimations sur carte

Profondeur (en mètres)

0 5000

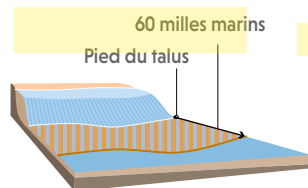


Un État soumet à la commission des documents délimitant la bordure de son plateau continental étendu. Il utilise l'une des formules **A** ou **B** pour étendre le plateau aussi loin qu'elles le permettent à partir du pied du talus. Cette ligne est ensuite contrainte par la moins restrictive des formules **C** et **D**.

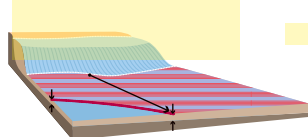


Formules pour délimiter la bordure

A Une ligne à 60 milles marins du pied du talus

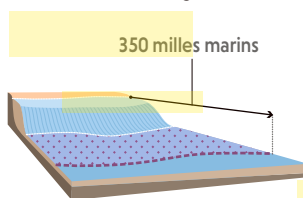


B Une ligne où l'épaisseur de la roche sédimentaire vaut moins de 1% de la plus petite distance au pied du talus

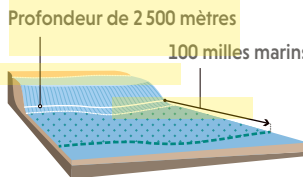


Limites de la bordure

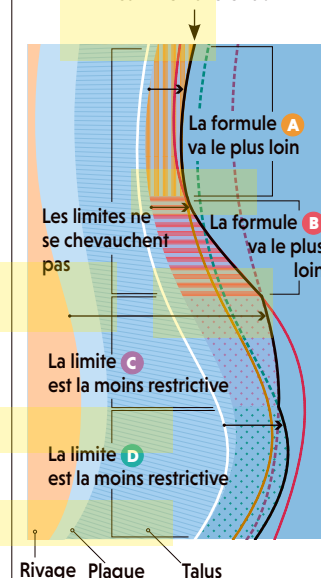
C Une ligne à 350 milles marins du rivage



D Une ligne à 100 milles marins du talus à une profondeur de 2 500 mètres



Bordure finale du plateau continental étendu



LE DILEMME TCHOUKTCHÉ

Accorder les revendications du fond marin implique des compromis politiques et scientifiques.

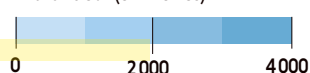
Un plateau flexible

La Russie et les États-Unis pourraient tous deux dire que le plateau des Tchoukhtches est un « prolongement naturel » de leur plateau continental, selon la façon dont les experts interprètent la séparation des continents. Mais en 1990, l'ex-Union soviétique et les États-Unis ont négocié une frontière maritime entre leurs ZEE; la Russie est donc partie de cette frontière dans sa requête, sans la franchir. Les États-Unis affirment qu'ils la respecteront aussi.

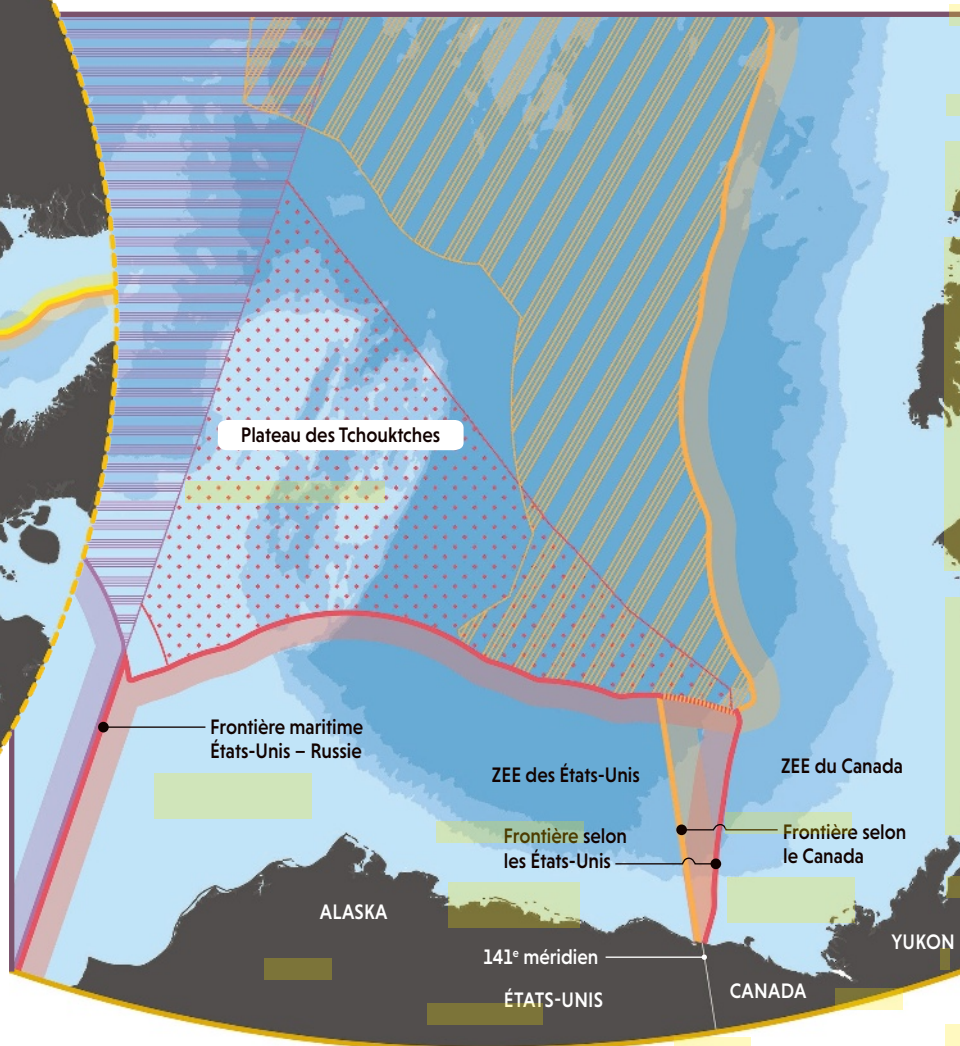
Une impasse économique

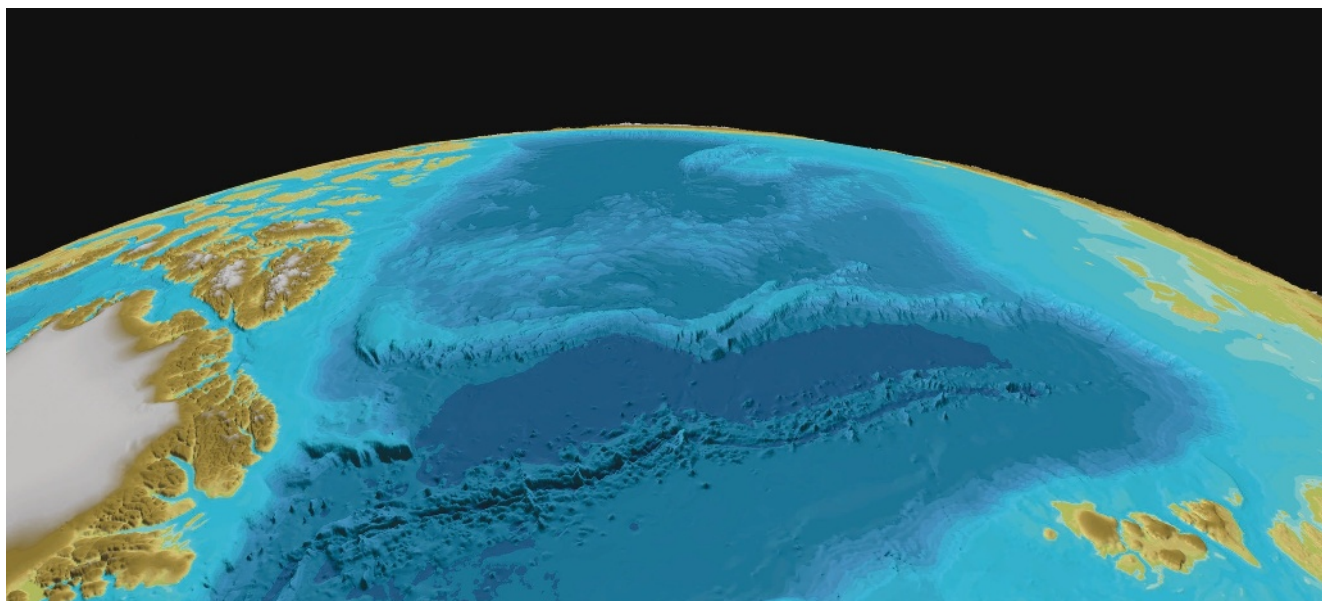
Les États-Unis et le Canada sont en désaccord sur la frontière de leurs ZEE. Le Canada prolonge la frontière terrestre du 141° méridien (ligne orange); les États-Unis tracent une ligne équidistante des côtes sinueuses (en rouge). Entre les deux, le fond marin recèlerait environ 1,7 milliard de mètres cubes de gaz naturel.

Profondeur (en mètres)



© Katie Peek (cartes) / sources : Ibru, université Durham et CNUDM (zones revendiquées); marinerregions.org (ZEE); GSHHG (lignes de côte); IBCAO version 3.0 (profondeurs des fonds marins)





La dorsale de Lomonossov (bande blanche au centre) s'étend sur le plancher océanique de l'Arctique depuis le Canada et le Groenland (qui fait partie du Danemark) (à gauche) jusqu'à la Russie (à droite).

> Ensuite, la rhétorique américaine complique aussi la situation politique dans la zone arctique. En juin 2019, le ministère américain de la Défense a publié sa dernière stratégie pour cette région, où il stipule que bien qu'il y ait eu énormément de coopération entre les pays de l'Arctique, il entrevoit à présent une «ère de compétition stratégique» et «une voie possible pour [...] l'agressivité».

UNE POSITION MILITAIRE STRATÉGIQUE POUR LA RUSSIE

Or les actions de la Russie pourraient être interprétées dans ce sens. Depuis que le pays a pris d'assaut l'Ukraine, «les relations entre l'Otan et la Russie sont tendues», explique Rob Huebert, professeur de sciences politiques à l'université de Calgary, au Canada, et ancien directeur adjoint du Centre d'études militaires, de sécurité et stratégiques de l'université. La côte arctique offre à la Russie une position militaire stratégique, notamment en termes de dissuasion nucléaire, car elle abrite d'importantes bases nucléaires sous-marines. «On ne peut pas séparer la politique de l'Arctique de la géopolitique plus vaste» du monde, constate Rob Huebert. Pour lui, Vladimir Poutine «considère l'expansion de l'Otan comme une menace majeure et il ne permettra pas que cela se produise». En mars 2019, la Suède a accueilli un exercice militaire d'envergure, avec des milliers de soldats de l'Otan dans sa région la plus septentrionale. Le même mois, en raison de la montée en puissance de la Russie dans l'Arctique, le général américain Curtis Scaparrotti a déclaré au Sénat que l'armée américaine devrait également s'impliquer davantage dans le Nord.

Au-delà du pétrole, du gaz et de la stratégie militaire, la Russie a peut-être une autre raison de vouloir contrôler de vastes étendues des mers

arctiques. «C'est une question de nationalisme», affirme Andrew Holland, directeur des opérations de l'American Security Project, une organisation non partisane qui réfléchit aux stratégies de sécurité des États-Unis pour le XXI^e siècle. Pour lui, cela signifie: «Nous sommes les Russes. Nous sommes la puissance arctique et nous devrions avoir des droits sur tout cela.»

D'autres experts géopolitiques pensent que l'on surestime le potentiel conflictuel de l'Arctique. Heather Exner-Pirot, chercheuse au Centre de recherche interuniversitaire sur les relations internationales du Canada et du Québec et rédactrice en chef de l'*Arctic Yearbook*, une publication en ligne qui analyse chaque année la situation géopolitique de l'Arctique, est en désaccord avec Rob Huebert, son ancien directeur de thèse: «Les gens pensent qu'il y a de la compétition dans l'Arctique, mais il s'agit en réalité d'un oligopole de cinq États ayant le monopole de l'océan Arctique. Ils sont ravis.»

LES OMBRES DE LA CHINE ET DU GROENLAND

Les cinq pays riverains de l'océan Arctique ont codifié cette situation en 2008, quand ils ont signé la déclaration d'Ilulissat, un accord qui stipule que chaque pays collaborera pour protéger le trafic maritime, prévenir les déversements de pétrole et résoudre pacifiquement les différends. L'accord dit aussi que les pays bloqueront toute tentative internationale plus vaste de gouverner l'Arctique, ainsi que tout autre État qui tenterait de forer des puits de pétrole ou de gaz sans permission. Aucun autre pays, ni aucun peuple autochtone de l'Arctique, n'a pris part à ce texte.

Si les querelles entre les cinq États ne compromettent pas le traitement des revendications par la CLPC, deux autres acteurs pourraient y